

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
3 avenue des Langories  
26000 VALENCE

VALENCE, le 18/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Société SUEZ RV CENTRE EST**

Centre de Donzère  
345 chemin des Bouzarudes  
26290 DONZERE

Références : 20220818-RAP-DAEN0700  
Code AIOT : 0006107044

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2022 dans le centre de la société SUEZ RV CENTRE EST implanté 345 chemin des Bouzarudes 26290 DONZERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Une plainte pour cause de nuisances olfactives a été envoyée à l'inspection récemment. L'exploitant en a été informé et s'était engagé, d'une part à rechercher les sources d'émissions possibles, d'autre part à les maîtriser.

Par ailleurs, il convenait de s'assurer que le niveau des lixiviats dans les casiers de stockage de déchets continue à descendre pour revenir à la normale.

Enfin, le contrôle par vidéo des déchets stockés est imposé réglementairement depuis le 1er juillet 2021, il n'avait pas encore fait l'objet d'une visite d'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV CENTRE EST DONZERE
- ISDND de Donzère 345 chemin des Bouzarudes 26290 DONZERE
- Code AIOT : 0006107044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le centre de stockage de déchets de la société SUEZ RV Centre Est, situé à DONZERE, est réglementé par l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014, notifié au terme d'une procédure d'autorisation au titre de la législation sur les installations classées. Il a été complété et modifié par les arrêtés préfectoraux du 28 février 2019 (gestion des odeurs) et du 9 novembre 2020 (évolutions apportées au site).

Ce centre, d'une surface globale de 478 850 m<sup>2</sup>, est constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de rupture de charge pour l'accueil des déchets susceptibles de générer des envols. Notons qu'une unité de traitement de déchets solides non dangereux est également citée, mais elle n'existe pas à ce jour.

La capacité d'accueil moyenne annuelle de déchets non dangereux est autorisée à 150 000 tonnes, avec une capacité maximale fixée à 200 000 tonnes/an.

La capacité d'accueil maximale annuelle de déchets dangereux (déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) est autorisée à 1200 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée jusqu'au 1er janvier 2034.

Le biogaz généré dans le cadre de l'exploitation du site est, soit valorisé dans l'un des deux groupes électrogènes du centre (moteur 316 – moteur 320) ; soit brûlé en torchères. Notons que l'une des torchères du centre appelée « Biochaude », permet une valorisation thermique du biogaz.

Le dernier casier de stockage de déchets non dangereux de la zone extension Nord de DONZERE 2, appelé casier n°13, est en cours d'exploitation. Sa fin d'exploitation devrait à priori se situer en 2025. L'exploitation de la dernière zone de stockage du site, appelée DONZERE 3, commencera ensuite.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Emissions olfactives
- Niveau des lixiviats dans les bassins et les casiers de stockage de déchets ;
- Contrôle par vidéo des déchets stockés.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**La fiche de constats suivante est susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Contrôle par vidéo des déchargement de déchets	Code de l'environnement, article D. 541-48-1, paragraphe III	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bassin de stockage de lixiviats de 4000 m <sup>3</sup>	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22	/	Sans objet
2	Niveau de lixiviats dans les casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22	/	Sans objet
3	Emissions olfactives	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 3.1.3	/	Sans objet
4	Contrôle par vidéo des déchargement de déchets	Code de l'environnement article D. 541-48-1	/	Sans objet
6	Contrôle par vidéo des déchargement de déchets	Code de l'environnement article D. 541-48-1	/	Sans objet
7	Contrôle par vidéo des déchargement de déchets	Code de l'environnement article D. 541-48-1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a ciblé une nouvelle source d'émission d'odeurs qu'il s'est attaché à maîtriser au moyen d'un dispositif de neutralisation au niveau du casier de stockage en cours d'exploitation. Ce dispositif est en cours d'installation.

Le niveau des lixiviats dans les casiers de stockage poursuit sa baisse.

Le dispositif de contrôle par vidéo des déchets stockés a été mis en place très récemment, l'exploitant va devoir apprendre à maîtriser ce nouvel outil, quelques actions sont encore à mener pour rendre le dispositif vraiment opérationnel.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de stockage de lixiviats de 4000 m<sup>3</sup>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien nécessaire du bassin
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.
<b>Constats :</b> Lors d'une visite d'inspection effectuée le 9 février 2022, il avait été constaté la nécessité de procéder au nettoyage du bassin de stockage de lixiviats d'une capacité de 4 000 m <sup>3</sup> . L'exploitant avait expliqué qu'il n'était techniquement pas envisageable de vidanger rapidement ce bassin du fait de l'existence d'une quantité importante de lixiviats à traiter, il s'était engagé à faire le nécessaire dans le courant de l'année 2022.  Ce jour, l'inspection constate que le niveau de ce bassin est très bas. Selon la règle de comptage placée sur une de ses parois, son volume peut être estimé à environ 500 m <sup>3</sup> . L'exploitant explique que depuis le début de l'année 2022, les moyens exceptionnels mis en place pour réduire le niveau anormalement élevé des lixiviats dans les casiers de stockage des déchets, ainsi que l'absence d'épisodes pluvieux significatifs depuis de nombreux mois, ont permis une réduction importante de la quantité de lixiviats dans le centre, au niveau des casiers de stockage de déchets et des 2 bassins de stockage de lixiviats.  Ces moyens sont :  - l'unité de traitement en place dans le site, d'une capacité de traitement d'environ 1,8 à 2 m <sup>3</sup> /h de lixiviats ; - une unité de traitement mobile venue en renfort, d'une capacité de traitement d'environ 5 à 5,5 m <sup>3</sup> /h de lixiviats ; - l'envoi, les jours ouvrés, d'une moyenne de 2 citernes de lixiviats, de 25 m <sup>3</sup> chacune, à la station d'épuration de MONTELIMAR.  Sauf imprévu, cette situation devrait permettre le nettoyage du bassin de stockage de lixiviats de 4 000 m <sup>3</sup> en septembre-octobre prochain.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Niveau de lixiviats dans les casiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suppression du risque de pollution du milieu naturel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II. L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois : <ul style="list-style-type: none"><li>- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;</li><li>- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;</li><li>- les quantités d'effluents rejetés ;</li><li>- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.</li></ul> Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors d'une visite effectuée le 9 février 2022, l'exploitant avait informé l'inspection des installations classées de la découverte d'une défaillance, existant depuis plusieurs mois, du dispositif destiné à maintenir à un niveau bas le niveau de lixiviats présent dans les casiers de stockage de déchets des zones DONZERE 2 et extension Nord de DONZERE 2 du centre.  L'exploitant a envoyé à l'inspection un rapport donnant les précisions utiles sur cette affaire, il s'est engagé à pomper et traiter (ou faire traiter) les lixiviats dans les casiers le plus rapidement possible. Un retour à la normale de la situation était prévu pour août 2022. Des moyens exceptionnels de traitement des lixiviats ont été pris par l'exploitant.  Une visite d'inspection effectuée le 10 mai 2022 avait permis de constater une baisse relativement importante du niveau de lixiviats dans les casiers de stockage.  Ce jour, l'exploitant remet à l'inspection un tableau récapitulatif de la hauteur de lixiviats mesurée en juillet 2022 : Le niveau de lixiviats dans les 6 premiers casiers est inférieur à 2 m, le niveau dans les 6 autres casiers est compris entre 2,40 m et 5,10 m. La situation continue donc de s'améliorer, le pompage doit se poursuivre. L'exploitant souligne que toutes les pompes des casiers des zones DONZERE 2 et extension Nord de DONZERE 2 sont en mode de fonctionnement automatique.  Rappelons que les casiers sont creusés à une profondeur de l'ordre de 10 m dans une formation argileuse, très peu perméable, de plus, une barrière d'étanchéité active (géomembrane en PEHD) est en place. Ceci signifie que le risque de déperdition de lixiviats dans le milieu naturel est extrêmement faible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Emissions olfactives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plainte portant sur les odeurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs, en limitant la surface de stockage de déchets non dangereux exploitée, en recouvrant immédiatement les déchets à l'origine d'émissions olfactives importantes ou en appliquant un produit neutralisant les odeurs selon les préconisations du fabricant.
<b>Constats :</b> L'inspection a perçu des odeurs particulières :  <ul style="list-style-type: none"><li>- à proximité immédiate du casier de stockage de déchets en cours d'exploitation ;</li><li>- à proximité immédiate des bassins de stockage de lixiviats ;</li><li>- à proximité immédiate de l'unité mobile de traitement de lixiviats.</li></ul> L'inspection n'a pas perçu d'odeurs particulières dès qu'elle s'est éloignée des points d'émissions sus-mentionnés.  Lors d'échanges avec l'exploitant, et compte tenu d'une plainte présentée pour cause d'émissions olfactives, une recherche des sources d'émissions possibles a été entreprise : Il s'avère que lors d'épisodes venteux, les déchets accueillis dans le site sont stockés en transit à l'intérieur d'un bâtiment appelé "Grand Vent", plutôt que stockés en casier du fait des problèmes d'envols.  Ces déchets stockés dans l'une des 3 fosses du bâtiment "Grand Vent" sont repris et mis en stockage définitif en casier quand le vent est faible. L'opération de chargement est, selon l'exploitant, maîtrisée du fait de la mise en place d'un dispositif de pulvérisation d'un produit neutralisant dans le bâtiment "Grand Vent".  Par contre, le déchargement de ces déchets dans le casier peut constituer, selon la nature des déchets, une source d'émissions importante d'odeurs. L'exploitant a fait appel à la société WESTRAND pour la mise en place, au niveau de la zone de déchargement, d'un dispositif de neutralisation d'odeurs (sorte de gros ventilateur projetant un produit neutralisant). Ce dispositif était en cours d'installation lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Contrôle par vidéo des déchargement de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article D. 541-48-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vidéo
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :  «- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;  «- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection son dispositif qui se compose :  - d'un poteau de support pour caméras chargées de filmer les plaques d'immatriculation, disposé vers le casier de stockage de déchets en cours d'exploitation, au niveau d'un passage obligé des camions de transport de déchets ; - de 5 poteaux de support pour caméras chargées de filmer le déchargement des déchets, installés en bordure du casier de stockage de déchets en cours d'exploitation ;  - d'un poteau de support pour caméras chargées de filmer les plaques d'immatriculation, disposé vers le bâtiment "Grand Vent", au niveau d'un passage obligé des camions de transport de déchets ; - de 3 caméras chargées de filmer le déchargement des déchets, installées à l'intérieur du bâtiment "Grand Vent" (une caméra par fosse).  Le fonctionnement de ces caméras est associé à des détecteurs de mouvement. Chaque poteau supporte 2 caméras avec angles de vue différents. Chaque poteau supporte une caméra spécifique fonctionnant par faible luminosité. Il semblerait qu'il ne soit pas possible de modifier l'orientation des caméras, par contre, il est possible de zoomer/dézoomer.  L'unité de gestion des images se trouve dans un local ventilé, situé à proximité du bâtiment "Grand Vent". Elle comprend notamment :  - Un écran grand format sur lequel sont visualisables toutes les images filmées par les caméras. - un clavier, une unité centrale comprenant notamment une unité de stockage des images.  L'exploitant signale que le dispositif n'est pas tout-à-fait complet à ce jour : En effet, un renvoi est prévu très prochainement dans le bureau de monsieur HASSAD, responsable du centre.  Ainsi, le dispositif en place s'avère opérationnel, mais peu pratique pour au moins 2 raisons :  - Il faut quitter le bâtiment des bureaux et aller dans le local situé à proximité du bâtiment "Grand Vent" pour voir les images, en attendant qu'un renvoi soit effectué dans le bureau du responsable du centre.  - Le nom de chaque caméra ne permet pas de connaître sa localisation, leur nombre fait qu'il n'apparaît pas possible de travailler sans disposer d'un schéma d'implantation de toutes les caméras du centre (ou bien attribuer à chaque caméra un nom évocateur).  La société MILEX a installé l'ensemble du dispositif, elle assurera sa maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Contrôle par vidéo des déchargement de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article D. 541-48-1, paragraphe III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions préalables à l'utilisation de la vidéo
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif du contrôle par vidéo.</p> <p>« L'avis de l'organisme consulté est rendu, à la majorité des membres présents, après communication par l'exploitant d'une présentation du dispositif de contrôle par vidéo précisant ses caractéristiques, y compris la présence ou non d'une visualisation en temps réel, et les modalités de protection des données personnelles ainsi que les fonctions des personnes habilitées mentionnées au V.</p> <p>« En l'absence de comité social et économique et d'institutions représentatives du personnel, les personnels sont consultés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.</p> <p>« La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <p>« - le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;</p> <p>« - la finalité du traitement installé ;</p> <p>« - la durée de conservation des images ;</p> <p>« - le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;</p> <p>« - le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que</p> <p>« - la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.</p> <p>« L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.</p> <p>« L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b> Les documents attestant du respect des prescriptions n'ont pu être présentés à l'inspection, le responsable du centre étant absent.</p> <p>La signalisation d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements n'a pas été trouvée à l'entrée de l'installation. L'exploitant nous a communiqué par courriel du 18 août 2022 une photographie d'une affiche mise en place à l'entrée de l'installation, signalant un dispositif de contrôle par vidéo, mais les données qui y figurent s'avèrent incomplètes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Contrôle par vidéo des déchargement de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contraintes liées à l'utilisation de la vidéo
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « IV. Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.  « Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,  « Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.  « Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.  « Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.  « Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.  « Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
<b>Constats :</b> Aux images présentées à l'inspection étaient systématiquement jointes une date et une heure d'enregistrement.  Le dispositif ayant été mis en place récemment, les autres prescriptions n'ont pas été contrôlées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Contrôle par vidéo des déchargement de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation d'accès aux images vidéo
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « V. Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.  « Les données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, peuvent être consultées par :  « 1° Les agents de l'Etat mentionnés à l'article L. 541-44, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre de leurs missions ;  « 2° Les personnes intervenant, à la demande de l'exploitant ou des agents mentionnés au 1°, pour le compte d'organismes d'audit ou de conseil. Cet accès est soumis à l'autorisation de l'exploitant et à la présence, au moment de la visualisation, d'une personne mentionnée au premier alinéa du présent article.  « Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.  « Lorsque les données ont, dans le délai d'un an mentionné au dernier alinéa du IV, été extraites et transmises aux agents de l'Etat mentionné au 1° pour les besoins d'une procédure judiciaire ou administrative, elles sont conservées selon les règles propres à chacune de ces procédures. »
<b>Constats :</b> Dans l'immédiat, l'accès au local informatique situé à proximité du bâtiment "Grand Vent" nécessite une clef, il est donc aisé de maîtriser l'accès aux images vidéo.  L'exploitant devra veiller à ce que ces prescriptions soient respectées quand ces images seront renvoyées dans le bureau du responsable du centre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet